

CAPFUN : Camping Le Merle Roux – Régularisation 31 hébergements

Annexe n° 8.2.1 : Arrêté accordant le permis d'aménager n° PA 007 022 16 C0001, valant autorisation d'exploitation de 252 emplacements [23/06/2016, Commune de BAIX]

Commune de Baix

Déposé le : 19/02/2016

Complet le : 06/06/2016

Par : Camping le Merle Roux
représenté par Monsieur Pierre HOUE

Demeurant : lieu-dit Le Roux Est, à Baix (07210)

Pour : extension de la capacité maximale du camping
de 199 à 252 emplacements dont 2 HLL, construction
d'un garage et agrandissement d'un abri

Sur un terrain sis : lieu-dit Le Roux Est, à Baix (07210)

ARRÊTÉ

Accordant un permis d'aménager
au nom de la commune de Baix

Le Maire,

Vu la demande de permis d'aménager présentée le 19 février 2016 et complétée le 06 juin 2016 par le Camping le Merle Roux représenté par Monsieur Pierre HOUE demeurant lieu-dit Le Roux Est, à Baix (07210) ;

Vu l'objet de la demande :

- Pour l'extension de la capacité maximale du camping de 199 à 252 emplacements dont 2 HLL, la construction d'un garage et l'agrandissement d'un abri ;
- Sur un terrain situé lieu-dit Le Roux Est, à Baix (07210) ;
- Pour une surface taxable créée de 82,00 m² ;

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Baix approuvé le 22/11/1991, modifié les 04/06/1997, 26/11/2004, 12/04/2007, 30/01/2009 et le 28/09/2012 ;

Vu le Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRi) de la commune de Baix approuvé le 02/09/2013 ;

Vu l'arrêté en date du 15/11/2013 accordant un permis d'aménager en vue d'augmenter la capacité d'accueil de 180 à 199 emplacements ;

Vu l'avis favorable sous réserve de la Direction Départementale des Territoires - Service Environnement en date du 09 mars 2016 ;

Vu l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 18 mars 2016 ;

Vu la décision de dispense de réaliser une étude d'impact en application de l'article R441-5 du code de l'urbanisme ;

Vu les documents attestant de la conformité du projet d'installation d'assainissement non collectif en application de l'article R441-6 b) du code de l'urbanisme ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis d'aménager est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

Le dispositif d'assainissement non collectif respectera les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2016-007-DDTSE01 du 7 janvier 2016.

Article 3

Le nombre maximum d'emplacements autorisés est porté de 180 à 252 emplacements.

Le nombre maximum d'emplacements réservés indistinctement aux tentes, aux caravanes et aux résidences mobiles de loisirs autorisé est de 250.

Le nombre maximum des emplacements réservés aux habitations légères de loisirs est de 2.

L'emprise spatiale du camping correspond aux parcelles cadastrées AO1 à AO24, AO26, AO27 et AO29, conformément au plan annexé au présent arrêté.

Fait à Baix, le 23 février 2016

Pour le Maire,
L'adjointe déléguée,

Paulette LAUVERGNAS



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, deux fois pour une durée d'un an sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

FICHE D'INFORMATION

❖ Participations financières :

Le demandeur est redevable de la taxe d'aménagement (part communale et part départementale) liée à l'autorisation.

Le projet peut être soumis à la redevance d'archéologie préventive.

Estimation des montants liés au projet :

	Montant total	Echéance
Taxe d'aménagement	10 188 €	- 1 ^{ère} échéance : 5 094 € - Date de l'autorisation + 1 an - 2 ^{ème} échéance : 5 094 € - Date de l'autorisation + 2 ans
Redevance d'archéologie préventive	610 €	Date de l'autorisation + 1 an

N.B. : Les montants mentionnés ci-dessus ne sont donnés qu'à titre indicatif, en fonction des éléments fournis par le pétitionnaire. Seuls les services de l'État chargés de l'urbanisme sont compétents pour établir et liquider les taxes liées à l'autorisation d'urbanisme. Les taxes d'urbanisme sont dues par le bénéficiaire de l'autorisation, et payables en une ou deux échéances si leur montant est supérieur à 1500 euros.

❖ Affichage :

L'autorisation doit être affichée sur le terrain dès la délivrance de l'autorisation et pendant toute la durée du chantier et doit être visible depuis la voie publique. Les dimensions et le contenu du panneau d'affichage sont mentionnés aux articles A 424-15 à A 424-18 du code de l'urbanisme.

❖ Commencement des travaux :

- Déclaration d'ouverture de chantier

En application de l'article R 424-16 du code de l'urbanisme, lors de l'ouverture du chantier, le demandeur adresse au maire de la commune une déclaration d'ouverture de chantier (DOC) en 3 exemplaires. Le modèle de déclaration cerfa n°13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet officiel de l'administration française : www.service-public.fr.

❖ Fin des travaux :

- Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux

En application de l'article R 462-1 du code de l'urbanisme, à la fin des travaux, le demandeur adresse au maire de la commune une déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) en 3 exemplaires. Le modèle de déclaration cerfa n°13408 est disponible à la mairie ou sur le site internet officiel de l'administration française : www.service-public.fr.

❖ Risques naturels :

- Risque sismique

La commune est classée en zone de sismicité 3 (risque modéré). Elle peut donc être touchée par des séismes pouvant entraîner des dégâts aux bâtiments. Les règles de construction parasismique applicables aux bâtiments nouveaux et aux bâtiments anciens (dans certaines conditions) sont déterminées par l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicable aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ».